

Avanti !

Courant de la LCR pour un parti anticapitaliste de masse Bulletin n° 2 – Février 2003

Conseil de rédaction : *Myriam Barthélémy, Gérard Combes, Sylvain Couësme, Elisabeth Delest, Jean-François Dias, Jean-Philippe Divès, Nadège Edwards, José Filipe, Joël Lallet, Jean-Yves Lesage, Laurent Marceau, Léo Picard, Murray Smith.*

Pour vous abonner, vous désabonner, pour tout contact : contact@avanti-lcr.org
Retrouvez le bulletin *Avanti !*, d'autres textes, des liens... sur le site : <http://avanti-lcr.org>

Dans ce numéro :

Préambule (page 1)

Il ne s'agit pas de « négocié » les retraites mais de les défendre (page 1)

Organiser d'urgence la lutte contre les licenciements (page 3)

BRESIL. « C'est la peur qui a vaincu ». Une interview de Heloísa Helena dans la revue *Veja* (page 4)

DERNIERE MINUTE. La direction du PT lance des menaces d'exclusion (page 8)

ECOSSE. La conférence de l'ISM (page 10)

Préambule

Le patronat est à l'offensive. L'actualité sociale en France est dominée par les licenciements en cascade, mais aussi par les attaques sur les retraites. Sur ce dernier point, les salariés ont montré, à l'occasion des manifestations du 1^{er} février, qu'ils étaient en capacité de se mobiliser massivement contre les projets de capitalisation, pour la retraite après 37,5 annuités de cotisation, public et privé. Licenciements et retraites, ces deux questions peuvent devenir les points noirs du gouvernement Raffarin dans les semaines et mois à venir. Quelle politique y mener ? Comment contribuer à la construction d'un « tous ensemble » ? Dans ce numéro, deux articles analysent ces questions.

Nous revenons sur le Brésil, au cœur de nombre de débats depuis la mise en place du gouvernement Lula-Alencar, avec notamment une interview de Heloísa Helena, sénatrice du Parti des Travailleurs et membre de la tendance Démocratie socialiste.

En Europe enfin, l'expérience du SSP écossais semble pouvoir contribuer utilement à la question de la construction d'une « nouvelle force politique » en France : le compte-rendu de la conférence de l'ISM apporte un éclairage instructif pour ces débats.

Sur le site <http://avanti-lcr.org> on trouvera, outre les archives du bulletin *Avanti !*, plusieurs articles sur l'Argentine, le Brésil et le Venezuela, ainsi qu'un commentaire, par des militants argentins, de l'appel constitutif de notre courant.

Il ne s'agit pas de « négocié » les retraites mais de les défendre

Ce n'est pas la démographie qui met les retraites en péril, c'est le capitalisme. Les projets du MEDEF sont on ne peut plus clairs. Personne ne croit sérieusement que les salariés

travailleront pendant 45 ans : s'il y avait pénurie de main d'œuvre, les patrons ne licencieraient pas à tour de bras. Mais augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour bénéficier d'une pension à taux plein, c'est condamner les futurs retraités à des revenus de misère, c'est jouer sur cette crainte pour développer les retraites complémentaires par capitalisation, qu'on les baptise fonds de pension ou épargne salariale.

Dans le monde entier, y compris dans les pays où le taux de natalité reste fort, ce qui prouve l'hypocrisie de l'argument démographique, les patrons poursuivent les mêmes objectifs. Les retraites par répartition représentent à leurs yeux le scandale suprême, celui de ne permettre aucune spéculation financière ; les masses énormes d'argent qu'elles représentent doivent impérativement profiter aux banques, aux compagnies d'assurances. Et comme la capitalisation n'a pas bonne presse, il faut l'introduire par petites doses, la présenter comme un complément indispensable pour assurer ses vieux jours, avec la complicité de l'Etat chargé de proposer des incitations fiscales.

L'autre aspect de l'offensive patronale contre les retraites est directement lié à la volonté de diminuer la masse salariale, le « coût du travail ». Les patrons ne veulent plus payer le salaire différé (ou socialisé), ces fameuses « charges sociales » dont ils clament partout qu'elles grèvent leur compétitivité. Maintenir un taux de chômage élevé pour contenir les revendications salariales, se défausser sur l'Etat – c'est-à-dire sur le contribuable – du coût de l'assurance maladie et des retraites, voilà le contenu de la « refondation sociale » du MEDEF. Avec à la clé, si nous laissons faire, la liquidation de nos acquis en matière de retraite, une pension misérable pour la majorité, le maintien de revenus décents seulement pour ceux qui auront pu souscrire des retraites complémentaires, c'est-à-dire cotiser davantage ; et encore à condition qu'une crise boursière n'engloutisse pas leurs économies.

Le point de vue des travailleurs ne peut être qu'antagonique à celui du patronat. On ne négocie pas les reculs sociaux. Il faut organiser la contre-offensive pour récupérer ce que les capitalistes nous ont volé depuis vingt ans, reprendre ces 10 points de PIB – c'est-à-dire des richesses créées par notre travail – qui sont passées de nos poches dans les leurs. Cela ne veut pas dire que nous leur faisons grâce du reste, mais il y aurait déjà largement de quoi relancer l'emploi, augmenter les salaires, améliorer la protection sociale et assurer des revenus décents aux retraités, même s'ils sont demain plus nombreux et qu'ils vivent plus longtemps.

Malheureusement ce n'est pas la politique des directions syndicales. Elles proclament qu'elles veulent « négocier » quand il est évident pour tout le monde que ce qui est en jeu n'est pas une possible amélioration du système, que le patronat et le gouvernement ne leur proposent que de déterminer ensemble les modalités de sa dégradation. Les propos de Raffarin sont pourtant clairs : dans les semaines qui viennent la question centrale sera celle de la durée de cotisation.

Le Premier ministre n'entend pas revenir sur la réforme Balladur ni sur les « accords » AGIRC – ARRCO qui ont détérioré les retraites complémentaires ; il veut dans un premier temps imposer les 40 annuités aux fonctionnaires, puis s'attaquer aux autres régimes spéciaux. Pour la suite, en insistant sur l'allongement de la durée de la vie, il justifie par avance les exigences du MEDEF d'augmenter encore le nombre d'annuités.

Accepter de négocier dans ce cadre d'une possible et future convergence des différents régimes ou de la « retraite à la carte », c'est participer à l'opération du patronat et du gouvernement. Avancer des propositions de prise en compte des années de formation sans poser comme préalable le maintien des 37 annuités et demi de cotisation dans le secteur public, le retour à ces mêmes 37 ans ½ dans le secteur privé, l'abrogation des mesures Balladur qui ont sabré le montant des pensions, c'est au mieux se payer de mots. L'heure n'est pas à chercher des recettes pour « sauver les retraites » : les patrons peuvent et doivent payer.

Des centaines de milliers de travailleurs sont descendus dans la rue le 1^{er} février. Venant après le referendum à EDF, véritable douche froide pour les tenants du syndicalisme d'accompagnement, ces manifestations qui se situent d'emblée au niveau des premières de novembre 1995 montrent qu'il est possible de faire reculer le gouvernement et le patronat.

Les directions syndicales doivent cesser leur collaboration aimable avec Seillière et Raffarin, refuser les prétendues négociations.

Il faudra pour cela que les travailleurs construisent leur unité à la base, en se mobilisant et s'organisant avec détermination dans des comités unitaires en défense des retraites.

Gérard Combes

Organiser d'urgence la lutte contre les licenciements

Offensive anti-ouvrière

Depuis quelques mois les plans de licenciements jettent à la rue des milliers de salariés, dans tous les secteurs. Ces vagues de licenciements touchent parfois des entreprises qui se portent très bien. Le capitalisme actuel exige des « retours sur investissement » rapides et conséquents. Et cela notamment avec le rôle accru des fonds de pension qui déplacent des sommes énormes d'un bout à l'autre de la planète à la recherche du profit maximum.

En ce début d'année 2003, les patrons accélèrent encore la cadence. Metaleurop, Daewoo, Matra, ACT Manufacturing, Aluminium Pechiney, Philips, Wanadoo, GIAT, Air Lib... la liste s'allonge de jour en jour. Les patrons ne s'encombrent pas de discours, ni même des lois : du jour au lendemain des travailleurs se retrouvent à la rue, sans même un plan social. De Palace Parfums à Metaleurop, en passant par Mossley ou par de nombreux repreneurs du secteur textile en France, les « patrons voyous » sont à l'œuvre. Le groupe européen Metaleurop a décidé d'interrompre son activité dans le Pas-de-Calais, sans préavis, sans indemniser les 830 salariés. Metaleurop n'est pas le premier à se comporter ainsi. Dans le Nord, le groupe textile Mossley n'a jamais versé, même après condamnation judiciaire, la prime qu'il devait aux 123 licenciés en 2001 de sa filature de Hellemmes. Et nous avons tous encore en tête les 46 salariés de Palace Parfums en Seine Maritime qui, de retour des congés de Noël, ont retrouvé leur usine fermée et vidée.

Ces comportements ne sont pas des accidents : ils sont le fruit d'un système capitaliste où tout est permis pour s'enrichir. De son côté, le gouvernement Raffarin, derrière ses belles phrases, avance ses pions à propos de sa réforme des retraites (voir l'article dans ce bulletin sur le sujet). Raffarin essaie parfois de faire croire qu'il se préoccupe du sort de « ceux d'en bas » : mais alors qu'attend-il pour empêcher les licenciements de diminuer le nombre des cotisants pour la retraite ? Il est vrai que le gouvernement est aussi très occupé par la mise en place d'une diminution de l'ISF...

Réactions des travailleurs

Au pied du mur, dans les entreprises touchées par les licenciements, les travailleurs défendent leur emploi. Des luttes parfois très déterminées éclatent un peu partout. Voir par exemple les travailleurs d'ACT, à Angers, qui ont occupé leur usine du 20 décembre au 24 janvier, jour où les CRS les ont brutalement expulsés. Les grévistes faisaient tourner l'usine sans leur patron et cela était intolérable pour le gouvernement et le patronat. Ce beau monde craignait que cela ne donne des idées à d'autres travailleurs.

Ces luttes contre les licenciements sont donc très dures. Les patrons sont très déterminés. Parfois même les travailleurs hésitent à lancer la bagarre en se disant qu'ils ont peu de chance d'empêcher les licenciements. Les travailleurs se sentent parfois isolés dans leur usine face à ces multinationales qui semblent intouchables. Et c'est vrai que seule une lutte déterminée, une lutte d'ensemble, pourrait rompre l'isolement des usines qui sont en grève chacune dans son coin. Mais qui va construire ce mouvement généralisé ?

Tâches des révolutionnaires

Les dirigeants des confédérations ne font rien pour unifier les luttes. Ils laissent leurs militants faire ce qu'ils peuvent dans les entreprises pour limiter les dégâts.

Face à cette situation du paysage syndical, les militants révolutionnaires ont un rôle indispensable à jouer. Qui pourrait à leur place lancer une campagne d'envergure nationale pour l'interdiction des licenciements, pour une lutte d'ensemble ? Personne. En tout cas personne ne l'a conduite, cette campagne. Pourquoi les révolutionnaires sont-ils les seuls à proposer l'interdiction des licenciements ? Parce que cette revendication remet en cause le pouvoir des patrons, elle s'attaque à la propriété privée des moyens de production.

Une campagne massive pour l'interdiction des licenciements

Une campagne pour l'interdiction des licenciements s'impose donc. Elle doit combiner des affichages de tous les formats, des brochures, des réunions publiques dans tout le pays, à commencer par les régions les plus touchées par les licenciements. Des réunions de secteurs (usines, quartiers, communes), avec des points d'orgue par région, et au final une réunion publique nationale à Paris.

Campagne unitaire, ouverte à tous ceux et toutes celles qui n'acceptent pas que des milliers de familles perdent leur source de revenus, et qui veulent construire un avenir pour leurs enfants, autre que l'ANPE. Ce qui signifie par exemple que notre organisation, la LCR, doit proposer cette campagne à toutes les organisations qui se situent dans le camp des travailleurs, tout en étant prête à la démarrer seule.

Le but est de rendre les licenciements complètement illégitimes, inacceptables. De populariser massivement la revendication de l'interdiction des licenciements. Cela aidera les luttes, car ce qui manque ce sont aussi des perspectives, des revendications claires, des revendications à la hauteur de l'offensive des patrons.

Bien sur, les terrains de luttes sont nombreux et il est difficile de tout faire. L'actualité rend nécessaire une lutte déterminée contre la réforme Raffarin/MEDEF des retraites. Mais de toute façon les travailleurs concernés par les licenciements n'ont pas le choix, eux. Nous devons être à leur côté : interdiction des licenciements !

José Filipe

BRESIL

« C'est la peur qui a vaincu »

Une interview de Heloísa Helena dans la revue *Veja*

Quelques mots d'introduction

Elue au sénat de la République pour le petit Etat d'Alagoas dans le Nordeste brésilien, Heloísa Helena est membre du Parti des travailleurs (PT) ainsi que de sa tendance Démocratie socialiste (DS). Ces derniers temps, elle s'est singularisée à plusieurs reprises en prenant publiquement, face à la direction de son parti et au nouveau gouvernement, des positions indépendantes et très critiques. Avant les élections, elle avait renoncé à briguer le mandat de gouverneur de son Etat parce que la direction du PT voulait lui imposer, comme colistier pour le poste de vice-gouverneur, un représentant du Parti libéral, le parti de droite du nouveau vice-président de la République, le grand patron José Alencar.

On trouvera ci-après la plus grande partie de l'interview réalisée par *Veja*, le magazine hebdomadaire de plus grande circulation au Brésil, et publiée dans son numéro 1787 du 29 janvier 2003 (<http://veja.abril.com.br/290103/entrevista.html>). Non reproduite ici, la partie finale dans laquelle les journalistes l'interrogent sur son mode de vie et ses sentiments personnels, a un intérêt politique moins direct. Le titre « *C'est la peur qui a vaincu* » est celui que la revue a donné à son reportage. Au soir de sa victoire électorale, Lula avait déclaré : « *L'espoir a vaincu la peur* ».

On verra que Heloísa Helena ne mâche pas ses mots. Elle fustige durement les renoncements et compromissions de ses camarades de parti, tout en évoquant avec

éloquence les mécanismes de corruption politique du pouvoir d'Etat. Sans doute ses propos reflètent-ils des illusions sur ce que le PT aurait éventuellement pu accomplir en parvenant au gouvernement – alors même qu'il ne défendait plus, et cela depuis des années, une politique anticapitaliste et qu'il s'était ouvertement allié, dans la campagne électorale, avec un secteur significatif de la bourgeoisie brésilienne. On est ainsi surpris qu'elle n'accorde que peu ou pas d'importance à la présence de grands patrons à des postes clés du gouvernement. Comment en effet pourrait-on gouverner avec des patrons au service des travailleurs ? L'indépendance de classe, base fondatrice du PT des origines, est ici très relativisée au profit de considérations principalement éthiques, et la perspective socialiste totalement absente. De même faut-il insister sur le fait que le gouvernement s'est engagé, au nom du « libre commerce », à accepter le projet néo-colonisateur de l'ALCA, auquel il ne se propose que d'apporter des modifications dans l'intérêt de la bourgeoisie brésilienne.

Mais la prise de position de la sénatrice de l'Alagoas ne force pas moins le respect. Et surtout, sa description amère mais réaliste nous livre un enseignement majeur : la direction du PT a trompé et trahi ceux qui pensaient qu'elle mènerait une politique, non pas anticapitaliste et pour le socialisme, mais simplement « anti-libérale » et de défense élémentaire des pauvres et des opprimés. La raison de fond, nous l'avons signalée dans le premier numéro de ce bulletin : au gouvernement de quelque pays que ce soit, il n'y a aucun anti-néolibéralisme « possible » qui ne soit pas directement et immédiatement anticapitaliste. Il n'existe pas de troisième voie entre la domination du capital globalisé et la lutte pour le socialisme. Avec le Brésil, la preuve en est désormais faite.

« La sénatrice pétiste critique le gouvernement Lula, dit que le PT doit s'expliquer devant la société et parle de quitter le parti » (Veja)

Veja – Vous avez beaucoup critiqué les décisions du PT au gouvernement. Quels sont actuellement vos rapports avec le parti ?

Heloísa Helena – Je me suis fait une promesse pour la nouvelle année, que je vais vous révéler. Un de mes amis m'a dit : Ló, cette vague est trop grande pour toi, la popularité du président est immense, toute la presse lui est favorable, tu ne peux pas résister à cette vague. Plonge et tiens-toi tranquille. Je lui ai dit : d'accord, je plonge. Mais que faire si en plongeant je me retrouve face à face avec le requin blanc de ma conscience ? Alors, ma promesse de la nouvelle année est celle-ci : je ne plonge pas.

Veja – Que ressent-on lorsque l'on a son propre parti pour adversaire politique ?

Heloísa Helena – C'est très triste, très angoissant. Je sais tout ce que j'ai consacré au PT. Il est facile aujourd'hui de se promener avec la petite étoile sur la poitrine, d'être un néoluliste et un néopétiste maintenant que le président est une pop star et que la presse apporte un large soutien au gouvernement. Mais moi qui ai été matraquée, qui ai eu ma maison mitraillée, mes dents cassées... Ce parti n'appartient pas à ce petit nombre qui croit pouvoir faire ce qu'il veut du PT parce qu'il occupe des espaces importants dans les instances du pouvoir.

Veja – Vous avez discuté avec le ministre José Dirceu à l'occasion de l'approbation de la nomination du président de la Banque Centrale, Henrique Meirelles. Vous restez en conflit avec lui ?

Heloísa Helena – Beaucoup de gens m'ont dit qu'ils ont été dégoûtés quand il s'est référé à moi, à la télévision, en parlant de « cette fille ». Donc, en ce qui concerne ce garçon, qui est



très qualifié, je dirai seulement que j'espère qu'il parviendra à faire honneur à la trajectoire de sa vie. Maintenant, tout le monde le sait dans le PT : il est très facile de me convaincre par des arguments. Mais les coups, la force, c'est la pire des tactiques pour tenter de me convaincre. Et quand la force veut s'imposer sans l'appui de la structure du parti, ou pire encore, quand l'instance du parti n'est convoquée que pour légitimer l'action du gouvernement, c'est encore plus difficile.

Veja – Vous pensez quitter le PT ?

Heloísa Helena – Je vais utiliser toute ma capacité de lutte et de travail pour, entre autres choses, aider le PT à se rappeler nos discours enthousiastes d'opposition au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Mais je ne suis pas masochiste et j'ai toujours su qu'être sénatrice est une condition passagère. Le jour où pour être dans la politique, je devrai m'asseoir à une table avec des voleurs que l'on tolère, avec ceux qui font tout ce qui est condamné dans le Code pénal, et malgré cela sont reçus avec des sourires et en fanfare dans les salons de la haute société, ce jour-là j'irai manger de la craie dans les salles de cours. Je retournerai, heureuse, enseigner à l'Université fédérale d'Alagoas. Pour moi, c'est chaud ou c'est froid. Tiède, ça me fait vomir. De plus, ma relation d'amour et d'identité n'est pas avec le sigle. Lorsqu'il ne représentera plus que cela, même si je pleurerai en embrassant l'étoile du PT, tout ce qui pour moi deviendra alors un souvenir du passé, je m'en irai.

Veja – Beaucoup de gens vont s'en réjouir.

Heloísa Helena – Je sais bien. Au train où vont les choses, je vais peut-être même finir par me transformer pour eux en un souvenir amer. Mais les partis naissent et meurent. Parfois, ils restent en vie du point de vue de la législation électorale, mais ont été enterrés dans leur raison d'exister. J'espère que le PT ne deviendra pas très vite un souvenir historique. Nous le saurons cette année. C'est l'année la plus importante dans l'histoire du Parti des travailleurs.

Veja – Pourquoi ?

Heloísa Helena – C'est l'année où nous allons discuter les budgets, la politique sociale, si nous allons ou non faire cet excédent qui est voulu par les parasites du FMI. Et ce sera également l'année de trois batailles essentielles : la flexibilisation de la législation du travail, l'altération de la législation sur les retraites, et l'autonomie de la Banque centrale. Et en ce qui concerne ces trois questions, il n'y a pas de concession possible. En tout cas de ma part, il n'y en aura aucune.

Veja – Vous êtes opposée au projet d'unification des régimes de retraite avancé par le gouvernement. Comment, à votre avis, peut-on garantir l'avenir du système des retraites ?

Heloísa Helena – Cela me met vraiment en colère lorsqu'ils commencent à parler de l'avenir des retraites, parce que cela masque un secret du gouvernement lui-même, qui ne reverse pas au système sa contrepartie. Et qui détourne – de façon illégale, immorale et officielle – des ressources qui devraient lui revenir. Cette histoire d'avenir du système des retraites est une petite chanson cynique et mensongère.

Veja – Vous considérez-vous intransigente, ainsi que vous classifient vos collègues du PT ?

Heloísa Helena – Ce n'est pas une question d'intransigeance, ni d'idée fixe. Je ne respecte l'idée fixe que chez les gens qui ont des problèmes de santé mentale. La question est tout autre. Voyez : nous avons participé à un référendum contre le paiement de la dette extérieure. Nous avons approuvé une résolution qui condamne avec véhémence l'accord avec le FMI et ses conséquences – et cela dans la Rencontre Nationale, c'est-à-dire la plus haute instance de la démocratie du parti. Nous avons exigé une commission parlementaire d'enquête afin d'identifier les banquiers qui ont fait des profits de 1000 % grâce à des délits d'initiés. Comment pouvons-nous maintenant laisser ces gens, qui ont participé à ce

processus depuis les structures de la Banque centrale, rester en place à la direction de la Banque centrale ? Soit nous devons nous excuser humblement auprès de ces personnes que nous avons accusées, de leurs familles et de la société, soit nous devons ouvrir des procédures d'enquête à l'intérieur même de la structure du gouvernement.

Veja – Est-ce que vous vous référez à Tereza Grossi (directrice de la fiscalité de la Banque centrale sous la gestion de Arminio Fraga, qui a été mise en congé de son poste après avoir été suspectée dans le scandale de la Banque Marka) ?

Heloísa Helena – Quelle justification y a-t-il à protéger Mme Tereza Grossi ? La présomption d'innocence est une nécessité. Mais ceci dit, les gens ne peuvent pas accepter non plus cette farce. Ou bien nous faisons de la démagogie politique, en amusant la galerie lorsque nous disions cela à la tribune du Congrès, et aussi quand nous demandions que l'on vote pour nous pendant la campagne électorale, ou bien nous devons maintenant nous expliquer. Parce que ce que l'on n'a pas le droit de faire, c'est de s'approprier les mouvements sociaux pour obtenir des voix, et ensuite adapter son discours à ceux qui l'écoutent. Cela, je ne l'accepte pas et ne l'accepterai jamais.

Veja – Pensez-vous que Lula a trahi le programme de gouvernement ?

Heloísa Helena – Je préfère ne pas répondre à cette question. Je ne crois pas juste de tout concentrer sur lui.

Veja – Avez-vous parlé au président après sa prise de fonctions ?

Heloísa Helena – Non. Et je peux comprendre qu'en tant que président, il ait beaucoup de tâches pour cela. Mais je ne crois pas que ce qui se passe soit la faute de Lula, ce n'est pas un problème de malveillance individuelle. Ce qui se passe, c'est une inacceptable démonstration de faiblesse du parti, le fait de ne pas s'approprier un moment historique aussi beau pour rendre viables les profonds changements dont le Brésil a besoin et que le PT avait promis dans son programme. C'est très triste de le dire, mais je pense que la peur a vaincu l'espérance.

Veja – Quel type de réactions provoquent ces critiques ?

Heloísa Helena – Il y a des gens qui disent que je suis en train de prêcher dans le désert. Je sais bien que ce n'est pas le cas. Mais même si je n'étais accompagnée que de moi-même, je serais en bonne compagnie. Beaucoup de gens qui m'aiment m'ont conseillé de ne pas donner cette interview, de cesser de parler et de mettre en cause mon parti. Pour moi, ce serait beaucoup plus facile de rester tranquille, en cachant ce que je pense. Je serais en train de partager les biens du pouvoir dans mon Etat, de nommer tel directeur à la tête de je ne sais quelle institution... Non seulement je n'en suis pas, mais j'ai su qu'ils disaient ça et là que figurer sur une liste de recommandation de Heloísa Helena était le plus sûr moyen de rester en dehors du gouvernement. Electoralement, tout cela est très mauvais pour moi. Parce que la posture et toutes ces choses symboliques comptent beaucoup en politique.

Veja – Egalement dans le PT ?

Heloísa Helena – Bien sûr. J'ai parlé du cynisme et de la dissimulation de ceux que j'ai appelé les néopétistes, mais c'est injuste. Comment pourrais-je critiquer ces gens qui de façon opportuniste se déclarent pétistes de portefeuille, alors que très souvent vous voyez le pouvoir séduire des personnes au sein de votre propre parti ?

Veja – Comment s'exerce cette séduction ?

Heloísa Helena – Le pouvoir est quelque chose de terrible. Les gens devraient s'entraîner tous les jours pour résister à sa séduction. Vous êtes à l'aéroport et vous vous retrouvez dans une salle pour VIP, vous êtes invité à faire des voyages à l'étranger, vous avez toute une structure d'adulation qui se monte autour de vous, toutes les possibilités qui s'ouvrent à vous à cause de votre fonction. C'est pourquoi à la maison je dis à mes fils : ne vous mettez pas dans ces histoires de salle VIP ou de « je suis le fils d'une sénatrice ». Je vis dans un

appartement fonctionnel, où le canapé est là pour tout le monde. C'est pourquoi mes fils n'ont pas le droit d'y mettre leurs chaussures.

(...)

BRESIL. DERNIERE MINUTE

La direction du PT lance des menaces d'exclusion

Au moment où ce numéro *d'Avanti!* est sur le point d'être diffusé, on apprend que la direction du PT a menacé d'exclusion plusieurs porte-parole de la gauche du parti, qu'elle a publiquement et nommément dénoncés. Aux côtés de Heloísa Helena figurent notamment, sur cette liste, les députés Lindberg Farias, Luciana Genro et Babá¹.

La *Folha de Sao Paulo*, principal quotidien brésilien, a publié dans son édition du 4 février 2003 un article intitulé : « *Dirceu et Genoïno préparent l'expulsion des "radicaux" du PT* ». Dirceu est le premier ministre du gouvernement (appelé au Brésil « ministre de la Maison civile ») et Genoïno est le président du PT. Heloísa Helena fait l'objet d'une procédure disciplinaire parce qu'elle s'est absentée du Sénat pour ne pas avoir à voter en faveur de José Sarney à la présidence de cette assemblée, comme la direction du PT l'exigeait de tous ses sénateurs.

Sarney est un ancien président de la République, et pas le moindre : celui que les généraux avaient mis en place au début des années 80 pour assurer la transition de la dictature militaire au régime démocratique bourgeois. Il fait partie de ces bourgeois emblématiques qui ont soutenu Lula dès le premier tour de l'élection présidentielle. La présidence du Sénat que lui offre le PT est à la fois une récompense et une façon de sceller l'alliance de gouvernement avec son parti, le PMDB, l'une des formations bourgeoises les plus anciennes dans le pays.

« *La Folha a appris que Genoïno et Dirceu pensent que s'ils perdaient leur contrôle sur les dits radicaux, cela pourrait contaminer la base parlementaire du président Luiz Inacio Lula da Silva, rendant plus difficile l'approbation de la réforme des impôts et de celle des retraites, et miner la confiance des marchés dans le gouvernement, ce qui générerait une crise économique.*

« "Ce n'est pas une question de radicaux ou de non radicaux, c'est une question de principe. S'absenter d'un vote équivaut à voter contre nous et nous ne le permettrons pas dans le PT", a affirmé Genoïno (...)

« "Le PT a un groupe de 92 députés. Et si 30 d'entre eux ne sont pas d'accord avec un projet et décident de s'absenter ? L'opinion dans le PT est libre, mais une fois qu'une position a été définie, c'est une obligation de voter avec le parti", dit Genoïno (...)

« *Dans des entretiens privés, Dirceu a dit que le groupe des députés les plus sectaires doit sortir du parti. "Le PSTU et le PCO² seront ravis de recevoir ces gens", a dit Dirceu à un groupe de députés...* » (article cité).

¹ Ancienne figure nationale du mouvement étudiant dans la grande mobilisation du début des années 90 qui a chassé le président corrompu Collor, Lindberg Farias a été membre du PCdoB (parti d'origine mao-stalinienne) puis du PSTU (voir note 2). Il est aujourd'hui le porte-parole du Bloc de gauche, qui regroupe la majorité des tendances de gauche du PT. Luciana Genro est membre du MES (Mouvement de la gauche socialiste, qui a fortement impulsé la formation du Bloc de gauche), et Babá du CST (Courant socialiste des travailleurs). Ces deux courants, is sus de ruptures avec le PSTU, appartiennent à la branche trotskyste « moréniste ».

² Le PSTU (Parti socialiste des travailleurs – unifié), principale organisation d'extrême gauche dans le pays, a été formé en 1993 après que la tendance Convergence socialiste (trotskyste « moréniste ») a été exclue du PT pour « rupture de la discipline du parti », parce qu'elle développait publiquement la campagne « Dehors Collor » que la direction du PT, par légalisme, rejetait. Le PSTU définit le gouvernement actuel comme « bourgeois de front populaire », exige le départ des ministres capitalistes et invite les travailleurs à se mobiliser contre la politique du gouvernement. Il appelle la gauche du PT à former « un front de toute la gauche socialiste » pour « débattre démocratiquement tous ensemble d'un programme, nous unir dans l'action commune dans les luttes sociales, et

Nous aurons prochainement l'occasion d'aborder de façon détaillée, dans ce bulletin ou sur son site, la trajectoire ainsi que la réalité actuelle du PT, à propos desquelles beaucoup de militants révolutionnaires européens se font énormément d'illusions. Disons rapidement ici que le PT actuel n'a presque plus rien à voir avec le parti des origines, construit au tournant des années 70/80 sur la base des grandes grèves d'une classe ouvrière nouvellement constituée, de la lutte contre la dictature militaire et d'une politique d'indépendance de classe.

Un chiffre illustre à lui seul ce que le PT est devenu. Sur les 300.000 adhérents de ce parti, plus de la moitié sont des permanents, des élus ou des fonctionnaires politiques, c'est-à-dire des personnes occupant dans l'appareil d'Etat (administrations, cabinets de ministres, de gouverneurs ou de maires) des postes de responsabilité suite à des nominations par le pouvoir politique. Tous sont très bien payés, incomparablement plus qu'un salarié moyen. Plus on monte dans la hiérarchie du parti, plus la proportion de cette catégorie de membres est importante. Elle est de 100 % à la direction nationale. Cette pression et ses conséquences – que Heloísa Helena décrit dans son interview avec des mots qui bien qu'allusifs sont très forts – sont évidemment terriblement destructeurs.

Ajoutons qu'il n'est pas vrai, et pas admissible de dire que cette situation serait en quelque sorte un résultat « inéluctable » de la croissance « naturelle » d'un parti ouvrier. Tout au contraire, c'est à la fois la cause et la conséquence de la transformation du PT en ce qu'il est concrètement devenu aujourd'hui, à savoir un instrument qui n'est plus au service des travailleurs mais à celui de la bourgeoisie. Les révolutionnaires doivent s'opposer à un tel processus ; lutter contre la bureaucratisation et l'intégration à l'Etat bourgeois des organisations ouvrières ; pour que les permanents politiques ne touchent pas plus que le salaire moyen d'un travailleur ; pour qu'ils reviennent « à la production » après un temps de permanentisation ; pour qu'ils soient contrôlés directement et en permanence par leurs mandants. S'ils ne le font pas, et si pire encore ils s'adaptent à leur tour à ces pressions, en en tirant inévitablement des bénéfices personnels, ils risquent fort de tourner le dos à leurs principes.

Il faut également savoir qu'il n'existe dans le PT aucun type de structures démocratiques et militantes de base : le nouvel adhérent n'a la possibilité de se réunir que dans le cadre des « fonctions » qu'il peut éventuellement occuper dans l'appareil du parti ou de l'Etat, ou alors – seul véritable cadre politique qui lui soit accessible – dans le cadre des différents courants du parti. On est dans tous les cas très, très loin de l'image d'Epinal d'un parti ouvrier de masse vivant et démocratique.

Pour le PT (en tant que « sigle » comme le dit Heloísa Helena), la boucle est donc bouclée, ou presque. Ses secteurs de gauche sont maintenant confrontés à un choix décisif : s'adapter et capituler, ou résister et donc préparer la rupture. Dans ce cadre, une question angoissante est : que va faire la DS ? Ou plus précisément, comme l'on sait maintenant qu'une partie de ses membres s'oppose valeureusement à la politique du gouvernement, que va faire sa direction majoritaire ? Bien sûr, elle protesterait haut et fort si les préparatifs en cours débouchaient sur une purge, qui frapperait y compris certains de ses membres. Mais va-t-elle rester dans ce gouvernement capitaliste et libéral ?

La responsabilité de la toute la gauche du PT, celle aussi des autres forces du mouvement social et de l'extrême gauche, est de construire une alternative révolutionnaire, anticapitaliste et anti-impérialiste, au gouvernement Lula-Alencar et à sa politique. C'est cette perspective et cette tâche que nous devrions, en France et en Europe, encourager et soutenir.

Jean-Philippe Divès

forger ensemble un parti révolutionnaire et socialiste de masse ». Le PCO, Parti de la cause ouvrière, est une organisation d'extrême gauche nettement plus petite, qui est liée au Parti ouvrier (PO) argentin. Tout comme le PSTU, elle avait présenté un candidat à l'élection présidentielle.

ECOSSE

La conférence de l'ISM

L'ISM, International Socialist Movement (Mouvement socialiste internationaliste), a tenu sa conférence nationale annuelle les 11 et 12 janvier derniers à Glasgow. Majorité de l'ancien Militant écossais, l'ISM a lancé en septembre 1998 le SSP, Scottish Socialist Party (Parti socialiste écossais), au sein duquel il est le courant (« platform ») largement majoritaire. Il publie la revue bimestrielle Frontline, que l'on peut retrouver ainsi que d'autres textes de ce courant sur le site www.redflag.org.uk.

Participer à la conférence annuelle de l'ISM est une expérience qu'il vaut la peine de socialiser, d'autant plus au moment où la LCR discute des pas à faire vers une « nouvelle force politique » et de sa propre transformation en un « petit parti populaire ».

Comme conséquence du succès de sa politique visant à constituer un parti à influence de masse qui lutte pour une Ecosse socialiste et indépendante, l'ISM se trouve aujourd'hui à une croisée de chemins. Les débats de la conférence se sont centrés sur le fait de savoir si l'ISM a encore une raison d'exister, et si oui, quels doivent être maintenant ses objectifs et ses tâches.

L'expérience de la création et du développement du SSP dément l'idée selon laquelle pour lancer un nouveau parti à vocation de masse, des « partenaires » à notre mesure et/ou de grands événements de la lutte de classes seraient indispensables.

Parvenir à constituer ce parti de 2.000 militants (dans un pays de moins de 6 millions d'habitants) se réclamant du socialisme et du marxisme n'a pas été une tâche facile. L'ISM reconnaît qu'elle a dû faire trois pas pour créer le SSP : d'abord, mener à fond la discussion, ce qui au bout du compte l'a contrainte, pour pouvoir appliquer sa politique, à rompre avec l'organisation internationale à laquelle elle appartenait (le CIO, Comité pour une Internationale ouvrière, ex « tendance internationale Militant ») ; ensuite, organiser ses propres membres dans cette perspective et mettre ses ressources (locaux, finances, etc.) au service de la construction du nouveau parti ; enfin, apprendre à vivre dans un même cadre politique organisé avec des courants et des militants venant de traditions très différentes.

Lorsqu'en 1996 l'ISM appela à former la SSA (Scottish Socialist Alliance, Alliance socialiste écossaise), la branche écossaise du SWP refusa d'y participer. Le Socialist Workers Party, Parti socialiste des travailleurs, est la principale formation d'extrême gauche en Angleterre et au Pays de Galles, et la deuxième en importance en Ecosse après l'ISM. Il n'y eut donc à ce moment que de tout petits groupes d'extrême gauche, des militants isolés rompant avec le Parti travailliste et des individus, quant à eux plus nombreux, pour répondre favorablement à l'appel de l'ISM.

Face à cette situation, l'ISM n'a pas dit : « puisque le SWP ne veut pas, il n'y a personne avec qui s'allier ». Il a formé l'Alliance avec ceux qui y étaient disposés, petits groupes et militants indépendants. Puis, après que le SSP eut mené une première campagne électorale, l'ISM a défendu la nécessité de faire une expérience commune d'intervention en participant aux grèves et aux luttes de la classe ouvrière écossaise. La fondation du SSP a été le fruit de tout ce travail mené en commun pendant plus de deux ans.

Un parti large, démocratique... et programmatiquement délimité

Il ne faut pas croire qu'il s'est agi d'un processus – traditionnel dans l'extrême gauche – « d'accumulation de cadres ». L'idée était en effet de créer un parti large au sein duquel pourraient coexister différentes tendances politiques ainsi que des militants indépendants venant également de traditions et d'expériences différentes. Un parti dans lequel les différences s'exprimeraient démocratiquement et librement, et où l'ISM – force politique majoritaire – non seulement n'écraserait pas les autres, mais se placerait avant tout au service du renforcement et du développement du parti dans son ensemble. Cela, avec en tête l'idée que les différents courants (« plate-formes ») politiques deviendraient numériquement minoritaires par rapport à une masse de militants indépendants.

On peut signaler que c'est cette conception nouvelle qui a conduit la direction du CIO (dont la principale organisation est le Socialist Party anglais) à s'affronter publiquement à ce qui était alors sa section écossaise, jusqu'à mener une véritable campagne politique de dénigrement du projet de lancement du SSP. Cela n'a cependant pas empêché la petite minorité de militants écossais demeurée membres du CIO d'entrer dans le SSP et d'y travailler organisée en courant. De plus, les succès remportés par le SSP ont finalement convaincu la branche écossaise du SWP de s'y intégrer – pas réalisé il y a un an. Contrairement à une légende qui court, il n'y a dans le SSP nulle tendance réformiste. Les deux principales « plate-formes » sont l'ISM et le SWP. S'y ajoute le petit groupe déjà cité du CIO, ainsi que les *Republican Communists*, un regroupement dont on peut considérer les positions – en utilisant une terminologie léniniste et trotskyste - comme « gauchistes » ou « ultra-gauches ».

Définir le SSP comme un « parti non délimité stratégiquement » n'est pas non plus adéquat, en tout cas au sens que ce terme a pu avoir pour une partie du mouvement trotskyste après la chute du Mur de Berlin. En effet, le programme du SSP est axé sur le renversement du système capitaliste par les méthodes de la lutte de classes, et sur son remplacement par une société socialiste, gérée démocratiquement par les travailleurs et la population eux-mêmes. De même le SSP est-il le seul parti à affirmer – dans la tradition du grand marxiste révolutionnaire écossais du début du XX^e siècle, John Maclean – qu'une Ecosse des travailleurs devra se séparer de la couronne « britannique » pour s'intégrer dans une Europe socialiste.

La définition faite par l'ISM lors du lancement du nouveau parti – et selon la plupart des camarades, une définition toujours valide aujourd'hui – est que le SSP est « *un parti pour le socialisme basé sur la lutte de classes, ayant en son cœur et à sa direction un fort noyau révolutionnaire* ». Peut-être n'est-il pas inutile de préciser ici que dans les différentes composantes du « Royaume-Uni », où les *alter ego* de nos sociaux-libéraux ne sont pas « socialistes » mais « travaillistes », le terme *socialist* a une connotation assez différente de celle du mot « socialiste » en France, un sens beaucoup plus proche d'extrême gauche, gauche rouge ou gauche radicale.

Lorsqu'il a lancé le SSP, l'ISM s'est aussi donné pour tâche de gagner – démocratiquement et sans aucun type d'ultimatisme – le plus grand nombre de militants du SSP, et si possible la totalité d'entre eux, aux idées du marxisme révolutionnaire. Une partie du débat de la conférence a, de fait, porté sur le bilan pouvant être tiré de ce point de vue. Certains intervenants estimaient ainsi que l'existence de l'ISM pourrait dans un avenir proche ne plus se justifier, parce que contrairement à ce qu'affirment les autres courants internes (qui tous considèrent plus ou moins ouvertement que le SSP est « centriste » parce qu'il ne reprend pas l'ensemble de leur propre bréviaire « révolutionnaire »), le SSP est déjà, par toute sa politique, un parti pour la révolution et le socialisme. D'autres intervenants, plus nombreux, insistaient davantage sur le fait qu'il reste notamment à accomplir une tâche très importante de formation marxiste, nécessitant pour un temps impossible à déterminer à l'avance le maintien d'un courant interne spécifique, même si l'objectif est bien que l'ISM n'ait à terme plus de raisons d'exister en tant que tel, parce que le parti dans son ensemble se sera alors approprié une compréhension marxiste révolutionnaire.

Le défi actuel

Cette nécessité semble d'autant plus présente que le SSP et l'ISM sont confrontés à un défi nouveau. D'ores et déjà, la grande majorité des militants qui sont entrés et qui continuent d'entrer dans le parti non seulement n'appartiennent à aucun des courants internes existants, mais sont des militants d'un profil nouveau, différent de celui des anciens partis d'extrême gauche comme également de la gauche réformiste. Or, cette caractéristique risque d'être encore accentuée avec le développement probable du mouvement altermondialiste.

La grande force du courant du trotskysme dont l'ISM est l'expression actuelle, ainsi que du SSP, a toujours été de savoir diffuser les idées du marxisme révolutionnaire dans la classe ouvrière d'Ecosse. Mais aujourd'hui, ce n'est plus suffisant. Il y a au niveau européen et mondial une avant-garde nombreuse qui s'oppose au néolibéralisme, mais qui n'est

encore ni anticapitaliste ni socialiste, et en outre se méfie a priori de tous les partis politiques. Cette avant-garde existe aussi en Ecosse, bien qu'elle ne se soit pas encore développée autant que dans d'autres pays d'Europe.

La conférence a donc discuté de ce que devait être dans cette situation le rôle du SSP et de l'ISM. Une tâche est claire : gagner au marxisme et au socialisme cette avant-garde qui commence à surgir, ce qui constitue un défi important puisqu'il s'agit de travailler en direction d'un secteur – les étudiants et les couches moyennes – pour lequel les camarades ont peu d'expérience d'intervention. Ce secteur militant est composé de personnes qui lisent, qui ont une conscience et une culture politiques, qui s'intéressent aux idées nouvelles, mais dont les traditions ont peu à voir avec le marxisme. En réalité, le défi est donc double : pour parvenir à construire un parti de masse, il faudra parvenir à réaliser l'intégration, la fusion entre ce nouveau mouvement et les militants qui viennent de la tradition ouvrière, marxiste et socialiste.

Dans cette situation, l'objectif de croissance est d'arriver très vite à doubler à nouveau le nombre des militants du SSP, notamment à travers l'intervention dans la campagne pour les élections au parlement autonome d'Ecosse, qui se auront lieu au printemps prochain.

Ce week-end de discussions n'aura certes pas fini de résoudre les problèmes politiques complexes auxquels les révolutionnaires écossais sont confrontés. Il y a eu un riche processus d'élaboration et de réflexion collectives, un échange démocratique d'idées sur ce qu'il convient de faire pour construire le SSP et y implanter le plus solidement les conceptions du marxisme. Le point nodal des débats était sans nul doute les interrogations et tentatives de réponses sur les moyens de faire progresser cette majorité de membres du SSP non organisée dans les différents courants, ces militants que l'on pourrait définir aujourd'hui comme des révolutionnaires socialistes « inconscients » ou « spontanés ».

Tout cela dans une perspective et avec un but clairs et conscients. L'ISM a en effet compris que le temps est révolu où les révolutionnaires étaient voués à jouer dans le mouvement ouvrier un rôle de minorité oppositionnelle, et en a tiré toutes les conclusions – ce qui explique la réussite politique du SSP. Cette perspective, Alan McCombes l'a synthétisée dans son intervention de clôture du débat, lorsqu'il a souligné que tout ce qui était discuté ici l'était dans un but : comment former le parti qui permettra aux travailleurs de prendre le pouvoir pour construire une Ecosse socialiste et indépendante.

C'est dans ce cadre que très naturellement, les discussions ont aussi porté sur le type de relations à établir au niveau international avec des révolutionnaires d'autres tendances et traditions ; et qu'une demi journée a été consacrée à trois communications d'invités internationaux, qui ont porté sur le prochain congrès mondial de la Quatrième Internationale (Secrétariat unifié), sur le processus révolutionnaire en Argentine et sur les perspectives de l'Alliance socialiste en Australie.

*Virginia de la Siega
Jean-Philippe Divès*